

Dacian Cioloș

Membre de la Commission Européenne
Responsable pour l'Agriculture et le Développement Rural

"Je veux une PAC forte, efficace et équilibrée"

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

Conférence sur le débat public "La PAC post 2013"

Brussels, 20 July 2010

Mesdames, Messieurs,

Voici la fin de cette conférence. Cette phase de débat public lancée en avril s'achève. Pour moi et mes équipes commence le temps de l'analyse et de la construction de propositions concrètes.

Bien entendu, je ne vais pas m'enfermer dans mon bureau, fermer les fenêtres, les volets et débrancher mon téléphone. Les discussions reprendront. Ceux qui me connaissent ont pu voir l'importance que j'accorde aux rencontres, aux échanges et aux déplacements.

Ces quelques mois de débat public, ces deux jours de conférence vont me permettre de revenir devant vous avec une communication sur l'avenir de la PAC. Une communication forte de vos points de vue, de vos idées et de la capacité d'analyse de mes services.

I-Pendant le débat public, et pendant ces deux jours, de nombreuses portes ont été ouvertes.

1) Une vision commune des grands défis pour la PAC de demain s'est dessinée.

Il y a des idées différentes sur les outils pour l'avenir. Nous en discuterons sur la base de la communication.

Pendant ce débat, nous avons beaucoup parlé de sécurité alimentaire, d'environnement, de changement climatique, d'emploi et de volatilité des marchés.

Une dimension a émergé avec plus de force que par le passé : l'importance territoriale de l'agriculture ou plutôt des agricultures européennes.

La PAC doit nous permettre de préserver l'équilibre de nos territoires et le lien entre territoires et productions.

Face à ces défis, il y a une convergence de vue claire sur la nécessité de faire évoluer la PAC, de la réformer.

Cette conférence, le débat public, les discussions au Parlement européen et au Conseil, ont fait émerger une communauté de vue sur les grands défis que l'agriculture doit relever.

Bien entendu, nous ne sommes pas toujours d'accord. Certains mettent les défis économiques au premier plan ; d'autres sont plus sensibles aux problématiques environnementales.

2- Pour ma part, je me garderais bien de jouer une approche contre une autre. Je veux trouver le bon équilibre.

L'Europe agricole doit être vraiment verte. Mais l'Europe verte doit être ambitieuse pour son agriculture.

Nous devons respecter les équilibres naturels et rechercher, dans ce cadre, la performance économique.

II Les enseignements du débat public pour l'avenir de la PAC

1) Les soutiens publics doivent devenir cet outil qui nous permettra de réconcilier approche économique, approche environnementale, approches sociale et territoriale.

Le débat public a montré que les citoyens européens comprennent parfaitement la nécessité d'une politique publique ciblée sur l'agriculture au service de la société.

Les soutiens doivent :

- promouvoir une agriculture compétitive et durable;

- inscrire les exploitations dans la durée;
- accompagner les exploitations sur le chemin d'une agriculture toujours plus durable;
- ancrer les exploitations et l'emploi sur leur territoire, y compris là où il est plus difficile d'exercer le métier d'agriculteur.

Je veux dire très clairement que les agriculteurs n'ont pas à rougir parce qu'ils sont soutenus par des fonds publics. Ces soutiens répondent aux besoins d'un secteur très particulier qui fait face à des défis majeurs.

Les soutiens doivent être mieux répartis, mieux ciblés et plus lisibles. Nous devons faire en sorte que les contribuables puissent les comprendre facilement.

Appliquer un taux uniforme a pu paraître séduisant pour certains. Cette idée a été évoquée pendant le débat public. Jusqu'à quel point peut-on trouver par l'égalité des conditions équitables de concurrence? Pour ma part, je pense que l'équité, ce n'est pas l'égalité.

De même, maintenir des critères historiques n'est pas non plus une option. Les références du passé ne nous permettront pas de préparer l'avenir et d'accompagner le secteur sur la voie de la modernisation.

Nous devons bâtir sur des critères objectifs et réalistes : le type d'exploitation, le contexte socio-économique, climatique et environnemental dans lequel s'inscrit le travail des agriculteurs.

Une chose est claire, nous ne pouvons pas perpétuer un système qui n'accorde pas des droits similaires à des catégories d'exploitations agissant dans des conditions similaires.

C'est dans ce sens que je vais travailler dans les prochaines semaines avec un but: proposer un système efficace, équitable pour l'ensemble des Etats membres, de leurs régions et de leurs agriculteurs.

2) Sur la structure même de la PAC. Un pilier ou deux piliers ?

Nous devons garder les deux piliers. Mais ne nous enfermons pas dans les schémas actuels.

Les deux piliers sont deux facettes complémentaires de la PAC :

- le premier pilier, c'est le soutien de l'ensemble des agriculteurs européens sur une base annuelle pour des résultats quantifiables et visibles annuellement. C'est notre réponse aux grands défis **communs** à l'ensemble des Etats membres de l'UE ;
- le second pilier, c'est l'évolution des filières et des territoires, y compris sur le plan environnemental. Il doit soutenir nos objectifs, sur une base **pluri**-annuelle de programmation, avec des priorités claires. Mais aussi avec suffisamment de flexibilité pour atteindre nos objectifs.

La politique de développement rural doit nous permettre de moderniser nos exploitations ; de déployer des moyens nouveaux dans le domaine de l'innovation ; d'œuvrer à la diversification des zones rurales ; de pérenniser un secteur agricole en proie à la volatilité des marchés ; de traiter de manière horizontale et les défis complexes liés au changement climatique.

Je vois une PAC forte avec deux piliers. Cette PAC soutient la diversité de toutes ses agricultures et des territoires ruraux européens. Elle génère les biens publics que la société européenne attend.

III. Quels défis devons-nous relever ?

J'en relève six.

1/ L'Union européenne n'est pas une île isolée du monde.

La mondialisation constitue un défi transversal. Nous ne pouvons pas faire machine arrière. L'Europe doit à la fois apporter sa contribution à la sécurité alimentaire mondiale dans toute sa complexité; et ne pas empêcher l'émergence des agricultures des pays en développement.

La question des protéines a été mentionnée. Je suis prêt à évoquer ce sujet dans le cadre d'une approche réaliste basée sur les capacités agronomiques de l'Union européenne et l'apport environnemental des légumineuses. Je doute fort que nous soyons en mesure de couvrir l'ensemble de nos besoins.

2/ Le défi alimentaire.

Nous avons tous entendu les prévisions de la FAO.

Peut-on accepter que depuis des années maintenant, aucun progrès des rendements n'ait été engrangé?

La définition complexe de la notion de "sécurité alimentaire" doit être prise en compte dans nos réflexions et nos décisions.

L'Europe doit prendre ses responsabilités dans le domaine de la recherche et de l'innovation; garder ses ambitions au plan international, avec des produits de qualité et un outil de promotion fort pour nos produits européens; être plus à l'écoute de ses consommateurs, y compris les moins favorisés, et de ses marchés locaux et régionaux. Les agriculteurs peuvent y trouver davantage de valeur ajoutée. Les consommateurs peuvent y trouver la diversité des produits et la richesse de leurs territoires.

3/ Le défi environnemental.

Devons-nous nous résigner à voir la qualité des sols et de l'eau se dégrader ? Devons-nous penser que la perte de la biodiversité est un phénomène inéluctable ? Devons-nous accepter le changement climatique les bras croisés ? Je ne le crois pas.

La société n'est pas passive face aux défis environnementaux. L'agriculture a des solutions.

Ne l'oublions pas, la gestion durable des ressources naturelles est à la fois un enjeu économique, environnemental et social.

L'agriculture doit améliorer ses pratiques de production et réduire ses émissions de carbone ; adapter ses pratiques, car elle est la première victime de la hausse des températures et de la violence accrue des aléas climatiques; et plus largement apporter des réponses à la société pour lutter contre le changement climatique. Je pense notamment à sa capacité de stockage du carbone.

Pour tout cela, nous devons l'encourager.

4/ Le défi économique.

J'ai bien entendu les inquiétudes qui se sont exprimées pendant le débat public et ces deux derniers jours. Je vais travailler sur les axes suivants :

Renforcer notre dispositif commun de prévention des risques et de gestion des crises. Un filet de sécurité solide, au-delà des aides directes, est nécessaire. Il en va de la capacité du secteur à investir, à innover et à attirer les jeunes.

Il nous faut également avoir des outils de gestion des marchés. Nous avons vu leur importance ces derniers mois face à la volatilité excessive des prix.

Nous devons imaginer de nouveaux dispositifs qui nous permettent de répondre à la problématique de la volatilité excessive des revenus. La volatilité risque de faire

disparaître des pans entiers de nos filières agricoles. Nous ne pouvons pas rester inactifs

Le défi économique passe aussi par des relations renouvelées au sein de la chaîne alimentaire.

5/ Le défi territorial.

Soutenir une agriculture sur l'ensemble du territoire européen est légitime. Mais une agriculture qui gagne en compétitivité, grâce à ses territoires et qui sait utiliser sa spécificité territoriale dans ce sens.

L'avenir de l'agriculture et des territoires ruraux sont intimement liés.

La PAC peut et doit être un facteur de succès de la stratégie Europe 2020.

La stratégie Europe 2020 peut s'appuyer solidement sur la PAC pour une croissance intelligente, durable et inclusive des territoires ruraux.

6/ Enfin, je ne veux pas oublier le défi de la diversité et de la simplicité.

Avec l'élargissement, l'Union européenne a gagné en diversité. La réussite de notre politique commune dépendra de notre capacité à accompagner l'ensemble de ces exploitations agricoles de façon efficace.

Je sais que nous pourrons compter sur la capacité des Etats membres à appliquer sur le terrain notre politique commune, à l'ajuster à leurs problématiques régionales voire locales. Le succès de LEADER et l'expérience partagée au sein du Réseau de développement rural est à valoriser dans ce sens.

Pour être forte, la PAC doit être simple et compréhensible.

La beauté et la résistance d'une forêt se compte au nombre d'essences qui y sont représentées. Des arbres adaptés à leur environnement qui interagissent les uns les autres, c'est la force de la biodiversité. La force de nos territoires, c'est la diversité de nos agricultures. C'est là que nous trouverons les ressources pour que le secteur se modernise. C'est dans cet état d'esprit que je présenterai des options pour une PAC renouvelée, pour une Europe attachée à ses agriculteurs et des agriculteurs à la hauteur des attentes des Européens.